

BLANQUEFORT. Les syndicats de l'ex-usine Ford s'inquiètent du retard de concrétisation des projets

Droit d'alerte chez First



De son côté, la direction affirme qu'aucun licenciement n'est prévu, ni pour cette année ni pour 2011. (Photo archives « sud ouest »)

Le comité d'entreprise de First (ex-Ford Aquitaine Industries) tiendra vendredi une réunion extraordinaire pour se prononcer sur le déclenchement d'une procédure de droit d'alerte, préconisé notamment par la CFTC et la CGT majoritaires. Cette démarche devrait déboucher sur la nomination d'un expert qui aura notamment pour mission de poser des questions précises sur les perspectives de l'entreprise.

Le probable lancement de ce droit d'alerte traduit l'inquiétude qui règne chez une bonne partie des salariés du site repris en mai dernier par l'assez mystérieux groupe allemand HZ Holding.

Huit mois après le changement de propriétaire, rien de décisif ne s'est encore concrétisé au sein de l'usine FAI. Celle-ci bénéficie certes encore des commandes de Ford, mais la fabrication de boîtes automatiques pour la multinationale devrait baisser d'au moins 25 % cette année, avant de cesser courant 2011. Et si des négociations sont en cours avec

des constructeurs chinois pour compenser au moins une fraction de ce marché en voie de disparition, elles n'ont pas abouti à ce jour. Aucun pas décisif ne semble non plus avoir été franchi dans les discussions avec les banques pour le financement des quelque 40 millions d'euros d'investissement liés au projet Atlas de fabrication de couronnes d'éoliennes. En attendant l'examen approfondi des rapports demandés sur ce point par First et par Bercy à de grands cabinets d'audit, le projet reste à court terme au point mort.

Risque de sureffectif

Jean-Luc Gassies, secrétaire (CFTC) du comité d'entreprise, ne nie pas que ces deux projets soient complexes. « Mais là où le bât blesse, dit-il, c'est qu'on ne voit pas venir grand-chose non plus sur les autres axes du plan stratégique. » Ainsi déplore-t-on un retard d'un an dans les projets de fabrication de pièces et de sous-ensemble pour des constructeurs allemands. La situation du marché du poids lourd et du véhicule haut de gamme en serait la cause essentielle selon la direction de First.

Dans ce contexte, Jean-Luc Gassies évoque pour la fin 2010 un risque de sureffectif de 300 personnes, pointé par le cabinet Syndex, mandaté l'an dernier par le comité d'entreprise pour faire l'état des lieux, et qui vient de rendre son rapport. La direction affirme de son côté qu'aucun licenciement n'est envisagé ni cette année ni l'an prochain. Cela suffira-t-il à rassurer les salariés ?

Auteur : Bernard Broustet

Tags : Gironde Economie Entreprises Finance **blanquefort** Actualité



[Lancer l'impression](#)

SUDOUEST.COM

Toute l'actualité régionale avec **Sudouest.com**

A découvrir : **Blogsudouest.com**, créez votre **blog gratuit** / Annonces en ligne : **Auto, Immo, Emploi, Légales.**

L'annuaire des associations (Béarn, Charente, Charente Maritime, Dordogne, Gers, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pays Basque)